

Taxe d'accise—Loi

M. Baldwin: Les nôtres n'ont pas à être mobilisés, ils le font volontairement.

M. Benjamin: C'est assez déplaisant quand certains libéraux parlent contre un bill et puis finalement votent pour.

Une voix: Taisez-vous, je veux lire mon journal.

M. Benjamin: L'opposition officielle s'est opposée au bill et maintenant elle se dégonfle. Elle se demande quand nous pourrions rentrer chez nous pour les vacances, quand nous sortirions d'ici.

M. Mazankowski: Quel hypocrite! Vous ne pouvez pas le dire en regardant en face.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. J'hésite à interrompre le député, mais je dois lui demander de parler du bill. Le député devrait suivre la règle de la pertinence et parler de l'objet du bill.

M. Benjamin: Merci, monsieur l'Orateur. C'était peut-être une illusion, mais je croyais que mes commentaires au sujet de l'attitude de l'opposition officielle des 30 dernières heures et de ce qu'elle sera sans doute au cours des 30 prochaines l'aurait incitée à revoir sa position et, au besoin, à rester ici le reste de l'été pour tenter de persuader le gouvernement de changer d'avis quant à la façon de réunir les 525 millions de dollars. Je me suis peut-être écarté du Règlement en faisant ces commentaires, mais je pensais qu'ils avaient quand même un rapport avec cette taxe inique sur l'essence. Je n'irai pas plus loin et je n'essaierai pas de me disputer avec mes amis à ma droite. Ils expliqueront à leurs électeurs pourquoi ils ont permis que cette loi soit adoptée si facilement.

M. Hnatyshyn: Nous l'avons combattue aussi vigoureusement que vous.

M. Benjamin: Je présenterai mes excuses aux députés à ma droite si en comité plénier ils se lèvent tous pour commenter chaque article du bill. Si 60 autres députés prennent la parole en troisième lecture, je puis leur garantir que nous ne tarirons pas de discours non plus.

M. Stanfield: Agissez à votre guise, nous ferons de même.

● (1640)

M. Benjamin: Le chef de l'opposition (M. Stanfield) dit qu'ils feront leur petit numéro et que nous pouvons faire le nôtre. J'aimerais qu'ils fassent un numéro. J'aimerais qu'ils organisent un numéro—qu'ils fassent un sérieux effort.

Mme Holt: Vous seriez mauvais acteur.

M. Broadbent: Derrière le rideau, Simma!

M. Benjamin: Cette taxe d'accise n'est imposée que sur l'essence utilisée pour son usage personnel. Le ministre [M. Benjamin.]

oublie que c'est souvent nécessaire. Les gens n'ont pas le choix, qu'il s'agisse du pensionné qui veut aller faire son épicerie ou du travailleur qui ne peut rien faire d'autre...

Mme Holt: L'éternelle rengaine néo-démocrate!

M. Benjamin: ... que de prendre sa voiture pour se rendre au travail. Le ministre, lui, considère cela comme de l'usage personnel. C'est injuste, parce que d'autres éléments de notre société ont droit à une remise sur l'essence utilisée pour se rendre à leur travail. Je ne connais aucun médecin ni avocat qui prenne l'autobus. Ils prennent leur voiture et ils ont droit à une remise. Mais pas le travailleur. Est-ce raisonnable? Est-ce juste?

Cette augmentation de 10 cents le gallon—qui éventuellement montera jusqu'à 20 cents—enlèvera au contribuable tout le crédit fiscal qu'il avait reçu l'année dernière ou auquel il avait droit depuis un an et demi. Elle peut même lui enlever davantage. Elle lui enlève toute remise ultérieure à laquelle il pourrait avoir droit—\$150 ou \$175—en 1976. Est-ce la bonne façon de recueillir un demi-million de dollars, surtout quand il y a neuf ou dix autres façons plus appropriées de le faire, façons qui seraient plus facilement acceptées et par la Chambre et par le grand public. Le gouvernement acceptera sûrement de jeter ce projet de loi...

Une voix: Jamais!

M. Benjamin: ... et de trouver un autre moyen de se procurer de l'argent. S'il le voulait, il pourrait nous rappeler dans deux ou trois semaines et nous pourrions adopter le bill en quelques jours. Ou ce pourrait être le premier point à l'ordre du jour à la reprise de la session. Nous pourrions l'étudier et l'adopter rapidement. Pour ma part, je m'engage à ne pas en retarder l'adoption, et même à ne pas participer au débat, sauf peut-être pour dire quelques mots de félicitations.

Une voix: Vous nous avez dit la même chose quand il a été question de la hausse des traitements.

M. Benjamin: Pourquoi recourir à cette méthode, quand il y en a tant d'autres? Quel idiot a bien pu convaincre le ministre des Finances (M. Turner) et celui du Revenu national (M. Basford) que c'était le meilleur moyen d'encaisser des fonds? Quiconque l'a accepté doit maintenant se rendre compte qu'il a écouté un mauvais conseil et que le gouvernement emploie une mauvaise méthode. Les ministres peuvent certainement nous présenter un autre projet de loi qui poursuivrait le même objectif, mais aurait l'appui de la Chambre et des Canadiens.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole à l'occasion d'un débat qui, soit dit en passant, ne devrait pas avoir lieu en ce moment, je ne puis m'empêcher de dire que j'ai prêté l'oreille au grave cas de logorrhée dont semble être atteint le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin). Il semble aussi qu'une fois que l'on a passé autant de fois un produit à l'épandeur à fumier, il n'est plus tellement pertinent.

M. Benjamin: Ne parlez pas de votre politique.